Center for Gender, Peace and Security

Siège social : Yaoundé **Site web :** www.cgeps.org **Courriel :** info@cgeps.org
Tél + watsapp: (+237) 677 74 08 98

RAPPORT D'ETUDE

De l'insécurité à la contribution à la paix : le cas des étudiants déplacés internes de la crise anglophone dans les Universités d'Etats au Cameroun

Etude de Transformation de conflit sur la situation et la contribution à l'effort de paix par les étudiants déplacés internes de la crise anglophone dans les Universités de Dschang, Douala et Yaoundé I

Auteurs :
- **Eric Wilson FOFACK**
- **Nadège Ludivine TEDONGMO**
- **Chase FERGUSON**
- **Kate Wineslet NTAHNYUY NGASSA**
- **Brice Vanolle GUEPTCHOUANG WAMBOU**

Avec le soutien de : **The Kathryn Wasserman Davis Collaborativ in Conflict Transformation** **et** Middlebury College

DECEMBRE 2022

TABLE DES MATIERES

REMERCIEMENTS / AKNOLEDGMENTS.....….3

RESUME /ABSTRACT…….……4

I. METHODOLOGIE …… ……. 5

II. INTRODUCTION ET MISE EN CONTEXTE…… …….5

III. LA CRISE ANGLOPHONE : VECTEUR STRUCTURANT DES DEPARTS MASSIFS DES ETUDIANTS VERS LES REGIONS FRANCOPHONES DU CAMEROUN……...……..6

IV. L'IMPACT DE LA CRISE ANGLOPHONE SUR LE SECTEUR DE L'EDUCATION……..……..….8

V. REGIONS DE DEPART ET D'ACCUEIL DES ETUDIANTS DEPLACES INTERNES DE LA CRISE ANGLOPHONE……..……10

A. La région du Nord-Ouest et l'Université de Bamenda……...10
B. La région du Sud-Ouest et l'Université de Buea……...…….12

VI. LES REGIONS ET LES UNIVERSITES D'ACCUEIL DES ETUDIANTS DEPLACES DE GUERRE……..14

A. L'Ouest et le Littoral : l'attrait de la proximité géographique……..…..…14
B. La région du centre et l'Université de Yaoundé I ou l'avantage de la capitale, siège des institutions étatiques……16

VII. TRANSFORMATIONELLE DU CONFLIT A LA PAIX……...…16

A. Les raisons et conditions de départ des zones en crise…….……17
B. Choix des villes et universités d'accueil……...…...18
C. Qualité des relations et état d'esprit dans les villes et universités d'accueil…….…...……19
D. Les initiatives de contributions de construction de la paix……..……20
E. La peur comme facteur limitatif de la contribution à la paix……...……..……21

VIII. LEÇONS APPRISES……...…22

IX. QUELQUES RECOMMANDATIONS EN GUISE DE CONCLUSION……...…22

X. LES DIFFICULTÉS DE RÉALISATION DE L'ÉTUDE……...…23

BIBLIOGRAPHIE ……...….24

REMERCIEMENTS

Au moment où nous achevons la rédaction du rapport de cette étude, le *Center for Gender, Peace and Security* (CGEPS) exprime sa profonde gratitude à l'endroit de ses partenaires qui ont bien voulu soutenir ce projet. Il s'agit notamment du programme Kathryn Wasserman Davis Collaborativ en collaboration avec Middlebury College à travers son Département des Etudes internationales et plus encore, son centre du Cameroun. Aussi, notre gratitude va à l'endroit de Chase Ferguson, étudiant en séjour d'étude au Cameroun et dont la collaboration a été déterminante pour l'aboutissement du présent projet. Nous n'oublions pas tous nos collaborateurs du CGEPS, les étudiants, les responsables administratifs et les enseignants des Universités de Douala, Dschang et Yaoundé I, pour leur disponibilité et collaboration.

ACKNOWLEDGEMENTS

As we finalize the report for this study, the Center for Gender, Peace and Security (CGEPS) expresses its deep gratitude to its partners for their support of this project. These include the Kathryn Wasserman Davis Collaborativ program in collaboration with Middlebury College, through its Department of International Studies and even more, its Cameroon office. We are also grateful to Chase Ferguson, a student on a study trip to Cameroon, whose collaboration was crucial to the success of this project. We do not forget all our CGEPS staff, students, administrative managers and teachers of the Universities of Douala, Dschang and Yaoundé I, for their availability and collaboration.

RESUME
La présente étude s'inscrit dans la dynamique de « Transformation de conflit » ou « *Conflict transformation* ». Elle retrace et analyse la contribution à l'effort de paix des victimes et rescapés de la « crise anglophone » qui sévit dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest du Cameroun depuis 2016. En s'appuyant sur le cas des étudiants déplacés internes de cette crise et inscrits dans les Universités de l'espace francophone du Cameroun, notamment les Universités de Dschang, de Douala et de Yaoundé I, l'étude retrace l'itinéraire des étudiants qui malgré tout, ont pu sortir de la torpeur et autres traumatismes liés aux exactions de la guerre pour se positionner en acteurs de paix dans leurs villes et Universités d'accueil. C'est une démonstration de l'effort de surpassement de soi, de renoncement à la tentation de vengeance pour certains, à la résignation pour d'autres, pour saisir « l'opportunité de la guerre » et bâtir avec leur camarades dans leur nouvel environnement, une société de paix et de concorde.

ABSTRACT
This study is part of the "Conflict transformation" or "Transformation de conflit" dynamic. It traces and analyses the contribution to the peace effort of the victims and survivors of the "anglophone crisis" that has been raging in the North-West and South-West regions of Cameroon since 2016. Based on the case of internally displaced students from this crisis and enrolled in the Universities of the Francophone area of Cameroon, notably the Universities of Dschang, Douala and Yaoundé I, the study retraces the students' itinerary which despite everything, have been able to emerge from the torpor and other traumas linked to the abuses of war to position themselves as peacemakers in their host cities and universities. It is a demonstration of the effort to surpass oneself, to renounce the temptation of revenge for some, to resign for others, to seize the "opportunity of war" and build with their comrades in their new environment, a society of peace and harmony.

I. METHODOLOGIE

Pour réaliser cette étude, nous avons préalablement mobilisé et exploité des ressources documentaires constituées de la littérature traitant de tous les aspects de la crise anglophone dans sa dynamique, des origines à nos jours. Il s'agit concrètement des sources secondaires qui ont été recueillies et exploitées, notamment des rapports, des livres, des articles scientifiques et des journaux.

Nous avons par la suite procédé à l'identification des sites de collecte des données empiriques, notamment les villes de Yaoundé, Douala et Dschang qui abritent les Universités éponymes et constituent le cadre spatial de notre étude. Le protocole de collecte des informations a été élaboré en tenant compte de la spécificité géographique, économique, politique et culturelle de chacune des zones d'étude. Nous nous sommes appuyés sur les facilitateurs locaux qui, grâce à leur parfaite connaissance des variables sociales et culturelles des villes et des campus cibles, nous ont permis d'atteindre assez facilement les catégories initialement définies et retenues.

Le travail sur le terrain a consisté à recueillir à travers un questionnaire, les données empiriques auprès des étudiants dans les villes et sur les campus universitaires de Yaoundé, de Douala et de Dschang. Pour y parvenir, nous avons utilisé un guide d'entretien qui a permis aux informateurs ciblés de nous renseigner sur leur situation de déplacés internes et les actions qu'ils pourraient se revendiquer en faveur d'un retour à la paix. Ces entretiens avaient pour but de consolider, valider ou infirmer les informations recueillies. Le Cameroun étant un pays bilingue, la collecte des données pouvait par moment se faire en français et en anglais. Nous avons également fait usage de la méthode du *Guide focus-group* par laquelle des groupes d'étudiants ont été constitués en vue d'avoir des entretiens transversaux et multilatéraux.

Notons cependant que l'étude s'est faite dans une ambiance de peur et de suspicion car certains informateurs cachaient mal leur gêne à s'exprimer au regard du caractère quelque peu sensible du sujet auprès de l'opinion camerounaise en général. De nombreux étudiants déplacés internes de la crise anglophone ont d'ailleurs refusé de se plier à notre enquête, ce qui ne nous a heureusement pas empêché d'atteindre nos objectifs.

II. INTRODUCTION ET MISE EN CONTEXTE

Le conflit est une réalité indissociable de l'espèce humaine. Il naît des interactions qui structurent la vie et dont la finalité est l'affirmation de soi, l'assouvissement d'un désir, la convoitise, le ressenti, la perception, le refoulement, le besoin de justice, etc. Il s'en suit alors un rapport à l'autre qui très souvent s'opérationnalise sous la forme d'une crise. Mal gérée, la crise débouche sur la violence ou la guerre. Ainsi donc, à la base de la violence se trouve le conflit, une représentation de l'autre très fantasmée, parfois diabolisée, quelquefois dévalorisée. Cependant, doit-on se limiter aux effets pervers de la violence issue des rapports conflictuels pour décréter son caractère nocif ? La réponse par la négative permet de considérer le conflit ou la crise comme un élément structurant de la dynamique transformationnelle de la société avec pour finalité, l'idéal de paix. Cela est primordial dans la mesure où un conflit ou une crise peut tout aussi être appréhendé comme une opportunité à saisir pour impulser une dynamique de changement vers une paix pérenne ou durable.

C'est dans cette logique qu'au courant de la décennie 1960, est née dans les milieux intellectuels anglo-saxon, une approche de lecture et d'étude des conflits contemporains que l'on a conceptualisé sous le vocable de « *Conflict transformation* ». Ce concept a été développé pour « exprimer le besoin de dépasser le conflit, en conduisant un processus de transformations sociales capables d'influer

sur ses structures sous-jacentes » [1]. Pourtant, le conflit représente aussi ce moment et cet espace propices pour impulser ce type de changements dans la société ». En français, l'on parlerait de « transformation de conflit » ou de « transformation par le conflit ».

C'est donc sous le prisme de la transformation de/par le conflit que la présente étude sur les étudiants déplacés internes de la crise anglophone au Cameroun est abordée, en tant que phénomène social structurant. Pour y arriver, une mise en contexte est nécessaire.

III. LA CRISE ANGLOPHONE : VECTEUR STRUCTURANT DES DEPARTS MASSIFS DES ETUDIANTS VERS LES REGIONS FRANCOPHONES DU CAMEROUN

La crise anglophone est ce conflit qui oppose certaines populations des régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest du Cameroun qui se plaignent d'être marginalisées et tenues à l'écart du cercle décisionnel du pouvoir à Yaoundé, aux mains des francophones. C'est une crise dont les origines remontent à la période coloniale, notamment en 1916 lorsque l'Allemagne qui avait fait du Cameroun son protectorat depuis 1884 fut défaite par les français et les anglais qui à leur tour s'y étaient alors installés.

Lors du partage du territoire conquis, la France s'arrogea les 4/5è dudit territoire (*Cameroun oriental*), contre 1/5è seulement (*Cameroun occidental*) pour la Grande Bretagne. Le partage est entériné lors de la Conférence de Paris-Versailles au cours de laquelle est née la Société des Nations (SDN). De 1920 à 1945, le Cameroun devient un territoire sous-mandat de la SDN ; mandat confié à la France et à la Grande Bretagne qui l'administraient déjà de fait depuis 1916 après le départ des Allemands. En 1946, le pays change à nouveau de statut et devient un territoire sous tutelle de l'Organisation des Nations-Unies. Comme dans le système de mandat, la tutelle est aussi confiée à la France et à la Grande Bretagne qui y agissaient comme puissances coloniales.

Lorsque le Cameroun oriental francophone accède à l'indépendance le 1er janvier 1960, la partie sous tutelle britannique constituée du Cameroun méridional britannique (*Southern Cameroon)* et du Cameroun septentrional britannique (*Northern Cameroon*) doit encore attendre. Le 11 février 1961, l'ONU organise un référendum d'auto détermination à l'issue duquel le *Northern Cameroon* décide de se rattacher au Nigéria et le *Southern Cameroon* rejoint le Cameroun oriental francophone. Les négociations engagées entre les leaders des deux parties notamment John Ngu Foncha et Salomon Tanden Muna pour la partie anglophone et Ahmadou Ahidjo pour la partie francophone aboutissent à la réunification du Cameroun qui devient un Etat fédéral le 1er octobre 1961.

En 1972, le système de gouvernement fédéraliste est remplacé à l'issue d'un référendum constitutionnel, par un système centralisé qui a permis au pouvoir de reposer fermement sur la capitale Yaoundé. Les Anglophones perdent ainsi leur autonomie, leur spécificité administrative, judiciaire et culturelle. Depuis lors, les Anglophones qui constituent environ 20% de la population camerounaise s'estiment marginalisés et mis à l'écart de la gestion du pays par les Francophones. On note aussi une détérioration sans cesse grandissante des rapports entre les Francophones et les Anglophones depuis la décennie 1970. « Les frustrations jadis intérieurement vécues par les Anglophones sont progressivement portées sur la place publique par des discours, des sorties médiatiques et des correspondances privées, qui pointent du doigt la marginalisation des Anglophones »[2].

En 2016, une grève des enseignants et des avocats anglophones, doublée d'une manifestation de rue est organisée dans les villes de Buea et Bamenda, capitales respectives des régions anglophones du Sud-

[1] Claske Dijkema, Karine Gatelier et Herrick Mouafo Djontu. *Transformation de conflit : Retrouver une capacité d'action face à la violence*. Editions Charles Léopold Mayer, 2017, p. 7.

[2] DIDR-OFPRA, *La crise anglophone*, Paris, 2018, p. 5.

Ouest et du Nord-Ouest. Les grévistes s'insurgent contre les tentatives de destruction par le pouvoir francophone, de la *common law* et du système d'enseignement anglo-saxon pratiqués dans la partie anglophone du Cameroun. Il s'en suit une violente répression par les forces de police et de gendarmerie, marquant ainsi le début d'une nouvelle phase de ce qu'il est convenu d'appeler aujourd'hui « Crise anglophone ». Celle-ci se caractérise par des manifestations violentes et violemment réprimées par les forces de police et de gendarmerie. Ce qui n'était alors qu'une manifestation corporatiste se transforme en revendication politique et les leaders anglophones commencent à réclamer des autorités de Yaoundé, plus d'autonomie tandis qu'une frange plus radicale revendique clairement la sécession et la création d'un nouvel Etat qu'ils appellent « *Ambazonia* »[3].

Le 1er octobre 2017, jour de commémoration de la réunification du Cameroun, plusieurs milliers d'Anglophones descendent dans les rues des villes des régions anglophones et proclament l'indépendance de l'«Ambazonia». Les manifestations sont violemment réprimées, le bilan, controversé, indique d'une dizaine de personnes sont abattues selon Amnesty international[4], par les forces de police et de gendarmerie, des centaines d'autres arrêtées. Dans la foulée, les manifestations publiques sont interdites, ce qui n'a fait qu'accroitre la détermination des populations qui prônent désormais la lutte armée en « autodéfense » et sont déterminées à faire sécession. Les groupes armés se multiplient dans les deux régions anglophones et opèrent désormais par des attaques contre les symboles de la République du Cameroun, notamment les édifices publics et les forces de défense et de sécurité nationales. Ils imposent aussi à la population apeurée, couvre-feu, boycott scolaire, enlèvement des civils contre rançon, etc.

Face à cela, le pouvoir de Yaoundé reste ferme et déploie l'armée dans les régions anglophones pour « détruire tous ceux qui veulent diviser la nation camerounaise »[5]. L'armée déployée sur le terrain de la crise anglophone a pour mission de réduire à néant les quelques 20 groupes armés qui écument les deux régions et dirigés par des « généraux » autoproclamés.

Depuis 2016, ce qui n'était qu'une crise latente est devenue un conflit armé ouvert. Bien avant en février 2017, tous les leaders du mouvement anglophone s'étaient rassemblés pour créer le *Southern Cameroons Ambazonia Consortium United Front* (SCACUF). Son but était d'user de la pression politique au travers de concessions progressives devant aboutir plus tard à la sécession. La dissolution de la SCACUF quelques semaines seulement après sa création ouvre la voie à la lutte armée menée par le *Southern Cameroons Defense Forces* et *l'Ambazonia Defense Force* autour desquels gravitent des dizaines de petites branches armées. Tous sont considérés par le pouvoir de Yaoundé comme des groupes terroristes. Ceux-ci sont opposés aux Forces de défense et de sécurité déployées dans le théâtre de la crise anglophone depuis 2017. Pour toucher le maximum de personnes et les rallier à la cause « ambazonienne », les indépendantistes utilisent les moyens de télécommunications modernes telles que les réseaux sociaux (Watsapp, Facebook, etc.), une télévision locale, la *Southern Cameroon Broadcasting Corporation* (SCBC) clandestinement diffusée dans les régions anglophones du Cameroun.

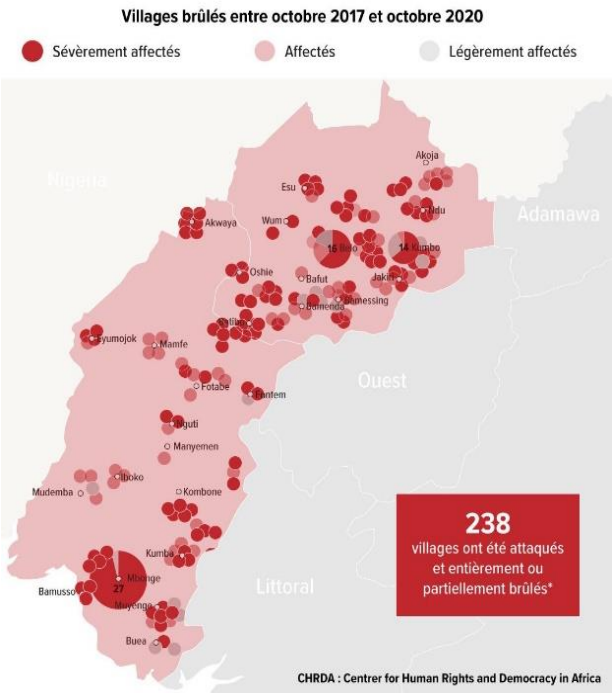
En octobre 2019, face à l'enlisement sur le terrain, un « Grand dialogue » national est convoqué par le Président de la République Paul Biya. Celui-ci débouche sur des résolutions et recommandations parmi lesquelles le « statut spécial » accordées aux régions anglophones, la création d'une *House*

[3] Killian Chimtom Ngala, « Crise anglophone au Cameroun : comment a-t-elle commencé et quand finira-t-elle ? », BBC News, Yaoundé, 2020, https://www.bbc.com/afrique/region-55193022

[4] Amnesty international, *Une tournure tragique violence et atteintes aux droits humains dans les régions anglophones du Cameroun*, Londres, 2017, p. 15.

[5] Paul Biya, *Discours à la nation camerounaise*, 31 décembre 2016.

of Cheifs, etc. Seulement, ces résolutions ne sont pas acceptées par les leaders séparatistes qui n'ont pas participé au conclave par ce que incarcérés à la prison centrale de Yaoundé, d'autres en exil à l'étranger.



Source : www.jeuneafrique.com

En 2022, le bilan de cette guerre est d'environ 4 000 morts[6] (civils et éléments des forces de défense et de sécurité), des centaines d'écoles et hôpitaux détruits, des villes et villages ravagés et désertés, etc. On note aussi que cette crise a fait environ 500 000 déplacés internes et réfugiés confondus. Bien plus, l'un des secteurs les plus sinistrés a été celui de l'éducation, au regard des conséquences sur la jeunesse et le secteur éducatif ou universitaire.

IV. L'IMPACT DE LA CRISE ANGLOPHONE SUR LE SECTEUR DE L'EDUCATION

L'impact social de la crise anglophone est désastreux car à l'observation, « les écoles sont devenues une arme de guerre ». Déjà le 28 novembre 2016, plus d'un mois après la grève des enseignants et des avocats, les étudiants de l'Université de Buea décident d'organiser une marche pacifique pour réclamer le versement de la prime d'excellence et exiger la réhabilitation du syndicat estudiantin *University of Buea Student Union* (UBSU) dont les activités avaient été interdites depuis 2012. Ils protestaient aussi contre l'instauration d'une pénalité en cas de retard de payement des frais de scolarité et des frais additionnels pour consulter les résultats des examens. Ce qui n'était au départ qu'une simple manifestation pacifique va se muer en affrontement violent et sanglant entre les étudiants et éléments de la police nationale.

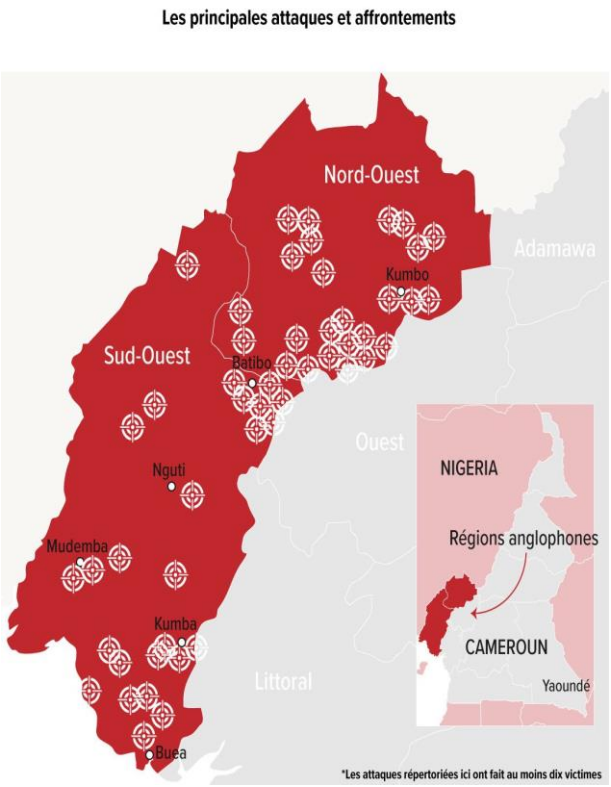
Plusieurs dizaines de policiers étaient violement intervenues à l'intérieur du campus de l'Université et avaient arrêté des dizaines d'étudiants. Certains étaient pourchassés jusque dans leurs chambres dans les cités universitaires. Comme le dit *ICG* dans un rapport, « des étudiantes avaient été arrêtées, battues, déshabillées, roulées dans la boue et certaines auraient été violées »[7].

En janvier 2017, les groupes armés sécessionnistes décident d'instaurer les « villes mortes » qui s'accompagnent du boycott des écoles et des manifestations violentes sporadiques. Le 15 janvier 2018, le groupe armé Amba Tigers revendique l'attaque contre le Lycée de Malende près de la ville de Muyuka, attaque au cours de laquelle le Proviseur et les enseignants avaient été menacés de mort, armes au point. Le 8 mars 2018, une nouvelle attaque est enregistrée au campus du Comprehensive College de Batibo au cours de laquelle un soldat est tué et trois élèves enlevés. Le 28 avril 2018, une enseignante est abattue près de Buea. Il apparait donc que « L'école est utilisée comme une arme de guerre dans ce conflit » comme l'explique Ilaria Allegrozzi, chercheuse de l'ONG Human Rights Watch (HRW) pour

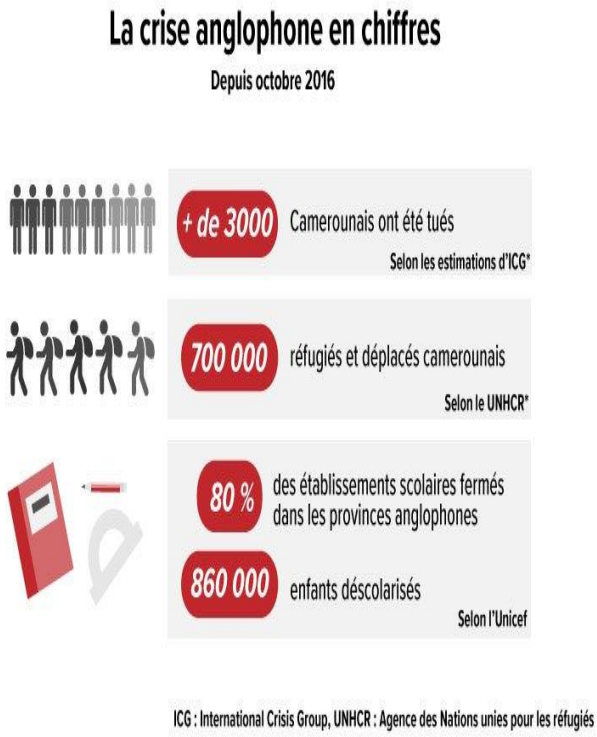
[6]Human rights watch Cameroun, « Exactions des séparatistes dans les régions anglophones », ARWC, juin 2022,https://www.hrw.org/fr/news/2022/06/27/cameroun-exactions-des-separatistes-dans-les-regions-anglophones, site consulté le 22 octobre 2022.

[7] International Crisis Group (ICG), « Le Cameroun : la crise anglophone à la croisée des chemins », Raport n° 250/Africa, aout 2017.

l'Afrique centrale. Pour elle, les séparatistes anglophones perçoivent l'école comme un instrument assimilationniste utilisé par le gouvernement dans les régions anglophones, ce qui justifierait le boycott total de toute activité scolaire ou éducative. En 2019, l'UNICEF a fait état de 860.000 enfants non scolarisés dans les régions anglophones. Environ 90% des écoles primaires publiques, soit plus de 4.100 écoles et 77% des écoles secondaires publiques étaient alors fermées ou non opérationnelles[8]. « Enlèvements d'enfants, agressions d'enseignants et destructions d'écoles sont courantes dans ces deux régions où l'armée et des groupes séparatistes s'affrontent quasi-quotidiennement, prenant en tenaille les civils, victimes d'exactions des deux camps »[9].



Source : www.jeuneafrique.com



NB : Ces statistiques datent de l'année 2020.
Source : www.jeuneafrique.com

Comme les étudiants de l'Université de Buea, ceux de l'Université de Bamenda située dans la seconde région anglophone du Nord-Ouest ont aussi vécu le martyr au début de la crise, Bamenda étant l'un des principaux foyers des manifestations populaires violentes qui caractérisent cette crise. Les incursions des combattants armés encore appelés « Ambaboys[10] » sont donc régulières dans les campus universitaires depuis 2017 et se sont souvent soldées par des blessés graves et des prises d'otages parmi les étudiants. Face à cela, les étudiants ont été obligés de quitter ces régions anglophones du Nord-Ouest et du Sud-Ouest pour trouver refuge dans les régions francophones du pays, notamment, les régions de l'Ouest, celle du Littoral et celle du Centre.

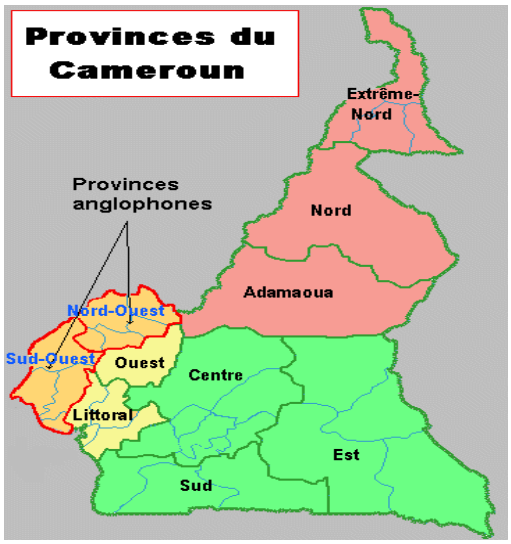
[8] Ibid., 2018.

[9] Ngala Killian Chimtom, « Crise anglophone au Cameroun : comment a-t-elle commencé et quand finira-t-elle ? », BBC News, Yaoundé, 2020, https://www.bbc.com/afrique/region-55193022.

[10] C'est l'appellation générique des combattants armés, défenseurs de l'Etat virtuel d'Ambazonie.

V. REGIONS DE DEPART DES ETUDIANTS DEPLACES INTERNES DE LA CRISE ANGLOPHONE

Parler des étudiants déplacés internes de la crise anglophone au Cameroun revient aussi à situer en première ligne, les régions de départ de cette migration interne et les régions d'arrivée. Si les régions de départ sont celles de la partie anglophone du Cameroun où sévit la crise, notamment les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, la migration quant à elle se fait en direction de l'ensemble des dix régions administratives du Cameroun. Celles géographiquement proches des zones de crise sont les plus sollicitées par les étudiants en situation de déplacés de guerre. Il s'agit notamment de la région du Littoral limitrophe de celle du Sud-Ouest et la région de l'Ouest, limitrophe du Nord-Ouest et du Sud-Ouest. Chacune de ces régions dispose d'une Université d'Etat.



Comme signalé plus haut, il s'agit de la région du Nord-Ouest et de celle du Sud-Ouest abritant respectivement l'Université de Bamenda et l'Université de Buea.

A. La région du Nord-Ouest et l'Université de Bamenda

La région administrative du Nord-Ouest est située dans la partie anglophone du pays. La ville de Bamenda est sa capitale régionale. Du point de vue topographique, cette région s'étend sur une superficie de 17 910 km^2 et se situe entre le 6$^{è\ O}$ de Latitude Nord et le 10$^{è\ O}$ de Longitude Est. A l'intérieur du Cameroun, elle est frontalière des régions du Sud-Ouest au sud, de la région de l'Ouest au Sud-est et de la région de l'Adamaoua à l'Est. Du coté Est, elle partage une longue frontière avec le Nigéria.

Avec une population d'environ 2 millions d'habitants, la région du Nord-Ouest est administrativement découpée en sept départements et trente-quatre arrondissements.

Vers la fin de l'année 2017, la crise qui avait commencé en 2016 par des revendications corporatistes passe à une phase violente, marquée d'actes terroristes contre les forces de sécurité et de défense et contre les populations civiles. Ces violences contre les populations civiles n'ont pas épargné les étudiants de l'Université de Bamenda.

L'Université de Bamenda

L'histoire de l'Université de Bamenda est inextricablement liée à celle du *Cameroon College of Arts, Science and Technology* (CCAST) et de l'École normale supérieure annexe (ENSAB) de Bambili. L'Université de Bamenda a germé à la suite des réformes de la Politique Éducative du Cameroun occidental, après la réunification d'octobre 1961. Le processus a été facilité par le Premier ministre de l'époque et plus tard vice-président de la République fédérale du Cameroun, le Dr. John Ngu Foncha. La vision de Foncha était calquée sur le modèle des Universités nigérianes des arts, des sciences et de la technologie. Ce souhait était d'autant plus urgent qu'en 1961, le nombre de diplômés universitaires était nettement insuffisant pour faire face aux exigences de hauts fonctionnaires du nouvel État-nation. Il y avait un peu plus de vingt diplômés de l'enseignement supérieur universitaire seulement dans cette partie du pays en 1962. Les principaux emplois de la fonction publique étaient dominés par les expatriés, principalement les Nigérians et les Britanniques.

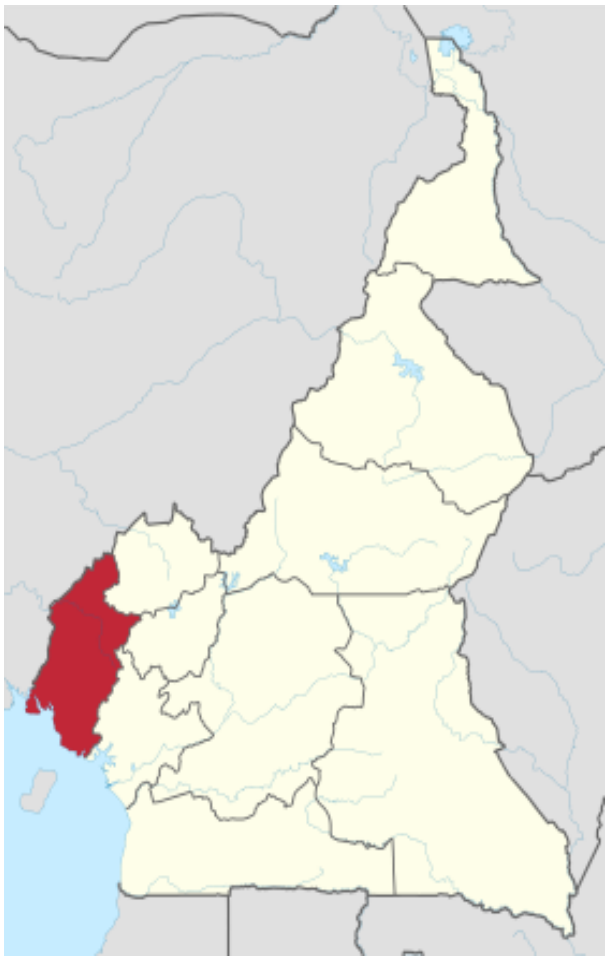
Destiné à fonctionner comme les *Junior College américains* ou un institut polytechnique britannique, le manque d'infrastructures va quelque peu limiter son efficacité au départ et en 1963, lorsque le CCAST est transféré de Kumba à Bambili, il reçoit le soutien de l'organisme américain USAID. Ainsi, les Américains Dr. David Laird, Conseiller de l'USAID pour l'éducation, Dr. William Stanley, Conseiller pour la science de l'éducation et Vernon Jackson en sont devenus les Principaux pionniers pendant les cinq premières années de fonctionnement du CCAST de Bambili (Bamenda).

Érigée en Annexe locale de l'Ecole normale supérieure de l'Université de Yaoundé I, cette institution devient l'Université de Bamenda en 2010 par décret présidentiel. L'Université de Bamenda est depuis lors, une institution publique de l'enseignement supérieur située dans la ville de Bamenda, régions du Nord-Ouest et bâtie sur le site de l'ancien CCAST. Elle est organisée en six facultés et six grandes écoles. La philosophie de cette Université s'appuie sur les valeurs anglo-saxonnes, le système Oxon-Cantab et les acquis de la diversité culturelle du Cameroun. Bien plus, il s'agit de répondre aux besoins dynamiques de développement, aux défis socio-économiques et environnementaux nationaux et internationaux auxquels le Cameroun fait face.

Avec un effectif d'environ 20 000 étudiants en 2017, elle est passée à moins de 12 000 étudiants en 2022 du fait du départ massif des étudiants, fuyant l'insécurité généralisée créée par la crise anglophone. Depuis 2017, les différents campus de cette université ont régulièrement fait l'objet d'incursions des groupes armés qui s'illustrent par des tirs de coups de feu pour semer la panique et disperser les étudiants. Certains en ont été touchés mortellement, d'autres enlevés et faits prisonniers avec demande de rançon contre libération. D'autres ont tout simplement subi des sévices corporels. Notons que les enseignants et personnels administratifs de cette université n'en n'ont pas été épargnés. Ce climat d'insécurité a eu pour conséquence de provoquer des départs massifs des populations civiles et principalement des étudiants de l'Université de Bamenda vers d'autres régions du pays, plus paisibles.

B. La région du Sud-Ouest et l'Université de Buea

D'une superficie de 24 571 km^2, la région du Sud-Ouest constitue une partie du territoire du Cameroun anglophone et donc, l'une des dix régions du Cameroun. Située dans le Sud-ouest du pays, elle est frontalière du Nigéria à l'ouest, de la région du Nord-Ouest au nord, des régions du Littoral et de la région de l'ouest à l'Est. Elle partage sa frontière sud avec l'océan atlantique. Avant 2017, cette région abritait une population d'environ 1 500 000 habitants selon les estimations datent de 2011.



Source : https://www.osidimbea.cm/collectivites/sud-ouest/

Source : https://www.osidimbea.cm/collectivites/sud-ouest/

La région du Sud-Ouest forme avec celle du Nord-Ouest, le Cameroun occidental qui a rejoint le Cameroun oriental à la faveur du référendum de février 1961. Comme sa région sœur du Nord-Ouest, les mouvements séparatistes armés y sèment la terreur depuis 2017 à travers des vagues de violence perpétrées sur les populations civiles et les forces de sécurité et de défense gouvernementales. Ces miliciens séparatistes tentent notamment d'empêcher les élèves et étudiants de retourner à l'école. Ainsi, « entre 2016 et 2019, les séparatistes auraient mis à sac, détruit ou incendié plus de 174 écoles »[11]. Ces violences à l'endroit des civiles n'ont pas épargné les étudiants de l'Université de Buea.

[11] Philippe Karsenty, « Triste rentrée scolaire au Cameroun », *Causeur.fr*, 2 septembre 2019, URL : https://www.causeur.fr/rentree-scolaire-cameroun-ambazoniens-terrorisme-165174

L'Université de Buea

L'Université de Buea est née en 1993 à la suite d'une vaste réforme universitaire au Cameroun. Conçue dans la tradition anglo-saxonne. Elle est située dans la ville historique de Buea, ancienne capitale de *Kamerun* allemand, ancienne capitale de l'État fédéré du Cameroun occidental et actuellement capitale de la région du Sud-Ouest du Cameroun. Bien que l'Université attire principalement les étudiants de la partie anglophone du Cameroun, elle est ouverte aux étudiants des autres régions du pays.

L'Université de Buea est tournée vers les formations d'excellence et comptait environ 15 000 étudiant avant le début de la crise en 2016. Cette Université est composée de cinq facultés (arts, éducation, sciences de la santé, sciences et sciences sociales et de gestion) et d'une école professionnelle, l'École supérieure de traducteurs et interprètes (ASTI).

Comme dans la plupart des institutions anglo-saxonnes, le système de gouvernance de l'Université de Buea est basé sur la concentration et la dévolution de la gestion administrative, financière et académique. Le campus principal dispose d'un réseau de fibre optique qui relie la plupart des bâtiments du campus.

Notons cependant que l'Université de Buea a souvent été l'objet de querelles issues de nombreuses revendications à caractère identitaire et des pressions exercées par les milieux intellectuels anglophones sur les autorités de Yaoundé. Dans l'esprit de certains, c'est une université des anglophones. Pour d'autres, c'est une université « anglo-saxonne », c'est-à-dire pas de français sur le campus. Il existe une troisième voix qui pense que l'Université de Buea (Sud-Ouest), et celle de Bamenda (Nord-Ouest), appartiennent à tous les Camerounais et pas seulement aux anglophones. Un tel débat est entretenu dans un contexte difficile marqué par les revendications de la minorité linguistique anglophone qui se sent menacée par la majorité francophone dans les frontières de la République du Cameroun. Cette minorité voudrait protéger son identité linguistique. Avant la création de l'Université de Bamenda, l'Université de Buea était le seul et unique symbole, gardien de l'identité linguistique et culturelle anglophone.

A l'instar de l'Université de Bamenda, celle de Buea a aussi fait l'objet de multiples exactions de la part des groupes armés sécessionnistes et gouvernementaux. Déjà, dès le début de la crise en 2016, elle est en première ligne car le 28 novembre 2016, plus d'un mois après la grève des enseignants et des avocats, les étudiants de l'Université de Buea décident d'organiser une marche pacifique pour réclamer le versement de la prime d'excellence et exiger la réhabilitation du syndicat estudiantin *University of Buea Studen Union* (UBSU) dont les activités avaient été interdites depuis 2012. Ils protestaient aussi contre l'instauration d'une pénalité en cas de retard de payement des frais de scolarité et des frais additionnels pour consulter les résultats des examens. Ce qui n'était au départ qu'une simple manifestation pacifique va se muer en affrontement violent et sanglant entre les étudiants et la police nationale. Plusieurs dizaines de policiers étaient violement intervenues à l'intérieur du campus de l'Université et avaient arrêté plusieurs étudiants[1]. Les traumatismes et le climat d'insécurité née de ces évènement ont poussé des milliers d'étudiants de cette université à migrer vers celles des régions francophones du pays, réputées plus sécurisées et plus calmes et donc, propices à la poursuite de leurs études. Il s'agit principalement des Université de Douala, de Dschang et de Yaoundé.

VI. LES REGIONS ET LES UNIVERSITES D'ACCUEIL DES ETUDIANTS DEPLACES DE GUERRE

La crise anglophone dans sa phase violente depuis 2016 n'a pas seulement affecté les régions anglophones et les Universités qui s'y trouvent. Elle a eu des répercussions négatives bien au-delà, notamment dans l'ensemble du pays et principalement dans les régions du Littoral, de l'Ouest et du Centre. L'impact de la crise dans ces régions est lié à plusieurs facteurs parmi lesquels la proximité géographique par rapport à l'épicentre de la crise et le statut ou le caractère cosmopolite de certaines ville. Ces facteurs y ont favorisé l'établissement des étudiants anglophones en situation de déplacés internes de guerre.

A. L'Ouest et le Littoral ou l'attrait de la proximité géographique

La position géographique des régions de l'Ouest et du Littoral par rapport aux régions anglophones en crise a fait de celles-ci des réceptacles par excellence des vagues de déplacés liés à la crise anglophone. Ces régions réputées stables et en paix en sont devenues des destinations privilégiées.

La ville de Dschang située dans la région de l'Ouest, partie francophone du pays est frontalière de la région du Sud-Ouest et principalement du département du Lebialem, l'un des épicentres de la guerre où sévissent certains groupes armés sécessionnistes les plus violents et les plus redoutables dont les *Red Dragons* du tristement célèbre Field Marshal. Aussi, la distance séparant la ville de Dschang à celle de Bamenda capitale régionale du Nord-Ouest en zone anglophone n'est que d'environ 85km et donc, à moins d'une heure et demie de route, en passant par Bafoussam. Bien plus, cette proximité géographique pourrait justifier l'établissement de nombreuses familles anglophones dans ces villes bien avant et indépendamment de la crise.

Ainsi, de nombreux déplacés de la crise ont trouvé refuge dans la région de l'Ouest et principalement dans la ville de Dschang pour ce qui est des étudiants. La crise de logement et de places dans les établissements scolaires de cette ville de Dschang à partir de 2017 en est une illustration parfaite. Pour Maurice Djoufack, agent immobilier officiant à Dschang, « depuis que les anglophones fuient la guerre chez eux pour se réfugier ici, nous recevons par semaine au moins une dizaine de demande de logement à louer et progressivement, nous sommes incapables de les satisfaire »[12]. S'agissant du logement estudiantin par exemple, la demande est jugée forte depuis 2018 et les prix sont ainsi passés du simple au double. Cette forte demande résulte de l'afflux massif des étudiants déplacés à la fois du Nord-Ouest et du Sud-Ouest et qui ont trouvé à l'Université de Dschang, une cadre propice à la poursuite de leurs études.

S'agissant de l'Université de Dschang, l'afflux massif des étudiants déplacés est tel que bien que située dans une ville francophone, l'on observe une rapide progression des effectifs des étudiants anglophones au point où dans certaines filières, les étudiants venant du Nord-Ouest et du Sud-Ouest sont majoritaires. C'est le cas de la filière Histoire et Archéologie où nous avons une majorité d'étudiants déplacés, notamment en cycle Licence et en Marter, option Histoire des relations internationales.

[12] Maurice Djoufack, 45 ans environ, agent immobilier dans la ville de Dschang entretien tenu à Dschang le 29/10/2022.

L'Université de Dschang

En 1977, l'Etat du Cameroun crée le Centre universitaire de Dschang. Cet institut à vocation agricole est au départ un démembrement de l'Université de Yaoundé. Ses missions fondamentales à l'origine étaient l'enseignement, la recherche et l'appui au développement rural. A la faveur de la réforme universitaire de 1993, il est transformé en Université de Dschang et hérite des infrastructures et du personnel du Centre Universitaire de Dschang et de l'Institut Polyvalent Fotso Victor de Bandjoun. Avec un effectif d'environ 20 000 étudiants en 2017, L'Université de Dschang compte sept établissements : la Faculté des Lettres et Sciences Humaines (FLSH), la Faculté des Sciences Economiques et de Gestion (FSEG), la Faculté des Sciences Juridiques et Politiques (FSJP), la Faculté des Sciences (FS), la Faculté d'Agronomie et des Sciences Agricoles (FASA), l'Institut Universitaire de Technologie (IUT) Fotso Victor à Bandjoun et l'Institut des Beaux-Arts à Foumban (IBAF).

L'Université de Dschang accueille les étudiants venant de toutes les régions du pays et même des pays voisins à l'instar du Tchad qui y compte une forte colonie d'étudiants. Au regard de sa proximité géographique avec les régions anglophones, cette université a connu un boom démographique des étudiants anglophones qui fuyant la guerre et les traumatismes y ont trouvé refuge.

L'une des caractéristiques de Dschang est qu'elle est une ville estudiantine. Les activités sont généralement rythmées par le fonctionnement de l'Université. L'afflux massif des populations civiles et principalement les étudiants fuyant la guerre dans les régions anglophones ont un impact sur le coût de la vie dans cette ville. Les prix des denrées alimentaires et de nombreux autres services sont ainsi passés du simple au double et même plus, du fait de la forte demande au regard de l'augmentation de la population.

Il convient de relever que l'établissement des étudiants déplacés de la crise anglophone à Dschang a aussi entrainé d'autres types de conséquences sur la vie quotidienne des populations qui y vivent depuis toujours et surtout sur celle des nouveaux venus. L'on a ainsi observé une montée en puissance de l'insécurité à bord des mototaxis et dans les rues de la ville. Les logements ou cités universitaires sont régulièrement la cible des cambrioleurs et d'autres formes d'insécurité. A cela s'ajoute l'augmentation du taux de prostitution dans la ville. L'aggravation de tous ces méfaits et bien d'autres est attribuée aux jeunes étudiants dont les conditions précaires de vie, liés à leurs statut de déplacés de guerre est un facteur accélérateur non négligeable. La situation n'est pas si différente dans les autres villes ou régions d'accueil.

A Douala par exemple, l'impact de la crise anglophone est immense. Capitale régionale du Littoral et capitale économique du Cameroun, Douala et donc la région du Littoral sont frontalières de la région du Sud-Ouest, autre théâtre de la crise anglophone. Douala est située à seulement environ une heure de route de la ville de Buea. Son caractère cosmopolite et l'intense activité économique qui s'y déroule cache mal les difficultés des étudiants déplacés qui s'y sont établis. C'est une ville portuaire et industrielle. Outre les difficultés liées à l'accès au logement estudiantin, au coup élevé de la vie comme c'est le cas dans la ville et à l'Université de Dschang, ces étudiants sont confrontés à une insécurité d'une plus grande ampleur. Ils sont cependant relativement moins nombreux à l'Université de Douala, comparativement à l'Université de Dschang. Evalué à environ 10 000 étudiants à l'Université de Dschang, ils seraient moins de 7 000 à l'Université de Douala, la majorité ayant préféré poursuivre leurs études dans des Institutions privées de l'enseignement supérieur (IPES).

B. La région du centre et l'Université de Yaoundé I ou l'avantage de la capitale, siège des institutions étatiques

L'Université de Yaoundé I

En octobre 1961, le Cameroun oriental français devenu indépendant une année avant crée l'Institut d'études universitaires du Cameroun pour former les cadres supérieurs du jeune État. Une année plus tard notamment en 1962, pour l'arrimer au nouveau statut juridique du pays devenu République fédérale du Cameroun après la réunification des deux parties du pays (anglophone et francophone), cet institut devient l'Université fédérale du Cameroun. En 1973, elle change à nouveau de dénomination pour devenir Université de Yaoundé. Vingt années après notamment en 1993, une réforme profonde du système universitaire du Cameroun est engagée et décide d'une décentralisation universitaire dans le pays. L'Université de Yaoundé est donc scindée en deux Universités. L'Université de Yaoundé I née des cendres de la précédente hérite du site de l'Université de Yaoundé à Ngoa-Ekele au cœur de la ville de Yaoundé, tandis que l'Université de Yaoundé II s'installe dans la périphérie de Yaoundé.

A ce jour, L'Université de Yaoundé I compte trois grandes facultés et cinq grandes écoles avec un effectif estimé à environ 45 000 étudiants en 2021, répartis dans les trois facultés et cinq grandes écoles qui la composent. Située dans la capitale du Cameroun Yaoundé, siège des institutions républicaines, cette université se distingue par son caractère bilingue et le nombre important d'étudiants anglophones qui y sont inscrits depuis toujours. Dès le début de la crise anglophone en 2016, l'on a observé un accroissement de ses effectifs du fait de l'afflux massif des étudiants partis du Nord-Ouest et du Sud-Ouest. L'attrait de l'Université de Yaoundé I se justifie aussi par le caractère cosmopolite de la ville où sont installées de nombreuses élites originaires des régions anglophones. Ces élites ont ainsi favorisé la venue et l'établissement de nombreux déplacés de guerre parmi lesquels les étudiants. Bien plus, l'accès au logement universitaire à l'Université de Yaoundé I est un peu plus évident que dans d'autres Universités au regard de la grande capacité d'accueil en logements universitaires dont elle dispose.

VII. DE LA DYNAMIQUE TRANSFORMATIONELLE DU CONFLIT A LA PAIX

La dynamique transformationnelle du conflit à la paix fondée sur le temps plus ou moins long invite à trouver dans le vécu conjoncturel, des ressources mentales et physiques pour se transformer soi-même et contribuer aux transformations structurelles et sociétales. Il s'agit du « besoin de dépasser le conflit, en conduisant un processus de transformations sociales et sociétales capables d'influer sur ses structures sous-jacentes. Or le conflit représente aussi ce moment et cet espace propices à impulser ce type de changements dans la société »[13].

Dans les sociétés modernes du XXIè siècle, il est nécessaire de questionner pour analyser les dynamiques de conflits et violences, pour en déceler les approches structurelles de résolution sur le court, moyen et long terme. Le conflit nous apparait ainsi comme porteur d'opportunité de transformations sociales. L'étude réalisée dans certains campus universitaires du Cameroun[14] sur la « contribution à la paix des étudiants déplacés internes de la crise anglophone » s'inscrit donc dans la logique de « transformation de conflit » ou « transformation par le conflit », plus connue dans le monde anglo-saxon sous le terme « *Conflict transformation* »[15].

Réalisée sur un échantillon de 300 étudiants anglophones ayant quitté les régions anglophones du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, elle est structurée en quatre axes, notamment les raisons et conditions de départ des zones en crise, les raisons du choix des villes et Universités d'accueil, la qualité des relations dans les villes et Universités d'accueil et les initiatives de paix ou de transformation de conflit.

---

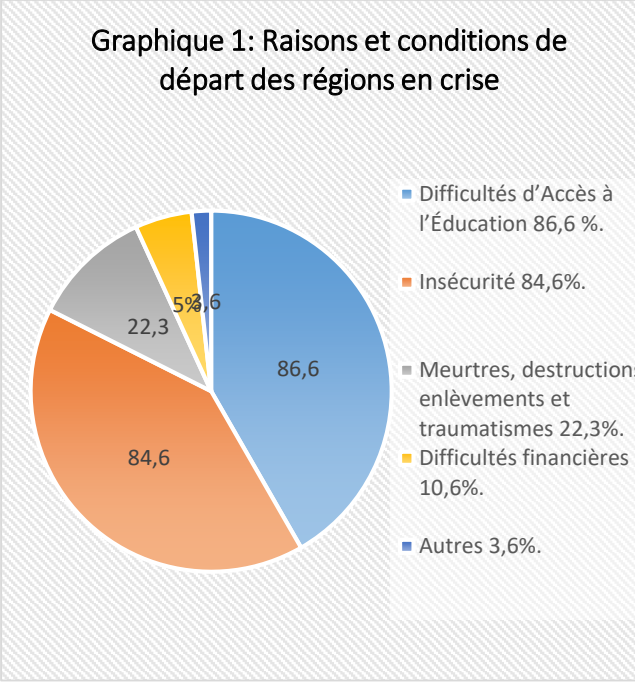
[13] Claske Dijkema, Karine Gatelier, Herrick Mouafo Djontu, *Transformation de conflit : Retrouver une capacité d'action face à la violence*, Editions Charles Léopold Mayer, 2017, p. 7.

[14] Notamment dans les Universités de Yaoundé I, de Douala et de Dschang.

[15] Claske Dijkema, Karine Gatelier, Herrick Mouafo Djontu, *Transformation de conflit : Retrouver une capacité d'action face à la violence*. 2017.

A. Les raisons et conditions de départ des zones en crise

Au regard du Graphique 1 ci-dessous, il apparait que les raisons du départ ou les conditions qui ont nécessité un déplacement des étudiants habitant le Nord-Ouest et le Sud-Ouest du Cameroun vers d'autres régions du pays, précisément les villes de Dschang, Douala et Yaoundé sont pour la plupart involontaires.



La grande majorité de la population (notamment les étudiants) est partie pour des motifs d'insécurité. A cela s'ajoutent les motifs éducationnels et les nombreux confinements « *ghost towns* » qui perturbent le bon fonctionnement des établissements scolaires et universitaires depuis le début de la crise. Beaucoup ont été forcés d'abandonner l'école pendant un certain temps pour rester à la maison ou se cacher dans des brousses. La mise à feu ou l'incendie des écoles a grandement touché les élèves et étudiants. Certains qui ont précipitamment quitté les régions en crise ont dû passer environ deux années d'inactivité avant de reprendre les études, ceci parfois du fait du manque de moyens financiers. Les villes de Dschang, de Douala et les Universités d'État qu'elles abritent sont plus sollicitées au regard de leur proximité par rapport aux régions anglophones. Elles se caractérisent par une relative paix et une sécurité propices à l'accueil des déplacés de guerre.

Dans certains cas, il apparait que les étudiants dont les familles ont subie des menaces ou ont été ciblées par les groupes armés en raison de quelques affiliations avec l'armée ou les groupes sécessionnistes ambazoniens étaient contraints de quitter les régions en crise pour échapper à des éventuelles attaques. Pour certains, ne pouvant s'installer dans les cités universitaires à l'intérieure des campus, n'avaient pas d'autres choix que de migrer vers Douala, Dschang ou Yaoundé, du fait de ce que le chemin menant au campus n'offrait plus de garanti de sécurité. De nombreux étudiants ont affirmé s'être plusieurs fois retrouvés au milieu d'échanges nourris de coups de feu entre les combattants sécessionnistes et les éléments des forces de défense et de sécurité (FDS). C'est par exemple le cas des étudiants de l'Université de Bamenda, campus de Bambili qui ont été obligés de migrer vers d'autres villes universitaires du fait de la longue distance qui sépare le campus de leurs domiciles ou cités de résidence. Le mauvais état des routes, le coût du transport, l'absence d'éclairage public et d'eau potable sont autant de facteurs d'insécurités qui ont favorisé l'abandon des études et le départ massif des étudiants vers des zones plus sécurisées.

Le Second facteur est la peur et l'insécurité qui ont agi comme stimulants de départs massifs vers les régions francophones. Les nombreux meurtres d'étudiants, les enlèvements, etc. ont fait naître un sentiment d'inquiétude et de traumatisme dans les campus et les cités universitaires des régions anglophones. Le niveau d'insécurité était tel qu'ils pouvaient être tués ou kidnappés à tout moment. Nombreux d'entre eux ont été traumatisés et ont attesté s'être installés à Dschang, Douala ou Yaoundé parce qu'ils avaient « besoin d'un nouvel environnement pouvant les aider à oublier les traumatismes vécus depuis le

début de la crise ». Il s'agit principalement de ceux qui ont été enlevés par les groupes armés, puis libérés plus tard et dont les traumatismes sont encore vifs dans les esprits. Ils sont ainsi partis en quête de paix et de tranquillité.

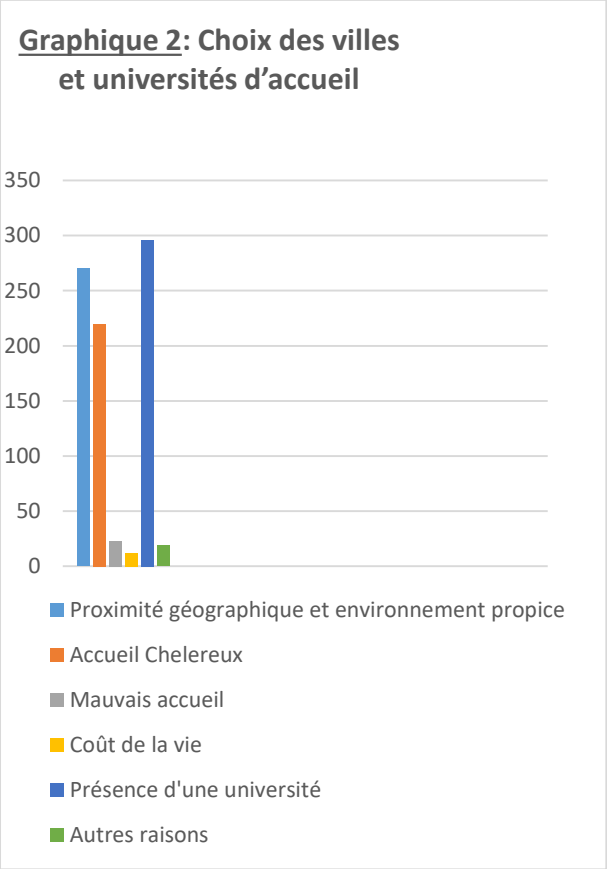
Sur le plan économique, le gouvernement du Cameroun a déclaré les régions du Nord-Ouest et Sud-Ouest en 2019, zones économiquement sinistrées. Cela à cause des effets négatifs de la crise sur le tissu économique du pays et principalement ces deux régions. Environ 80% des structures de production ont été détruites ou mises en berne, occasionnant ainsi un appauvrissement des populations avec un impact très négatif sur la survie des étudiants au regard des difficultés financières des parents. L'insécurité financière a ainsi eu pour effet l'insécurité alimentaire et scolaire et donc facteur de départ vers les régions francophones plus sécurisées et stables.

B. Choix des villes et universités d'accueil

Le choix des villes ou points de chute pour les étudiants déplacés internes résulte d'une diversité de facteurs. Confrontés aux difficultés sécuritaires et économiques, les milliers d'étudiants partis du Nord-Ouest et Sud-Ouest se sont majoritairement établis à Dschang, Douala et Yaoundé, en raison de la présence d'une université d'État dans ces villes, de la présence d'un membre de la famille et surtout en raison des conditions de sécurité propices.

A titre illustratif, ils sont environ 10 000 étudiants déplacés à s'être inscrits à l'Université de Dschang pour des raisons telles que, la proximité géographique, l'environnement exempt des bruits et des attaques sécessionnistes, le coût de la vie, etc.

S'agissant principalement de la proximité géographiquement comme l'illustre le Graphique 2 ci-dessous, les distances assez courtes entre les villes de Buea et Douala, de Bamenda et de Dschang sont un facteur majeur de choix d'inscription des étudiants dans les universités des villes d'accueil. A Dschang et à Douala, ils ont le sentiment d'être proches de leurs familles restées en zone de crise. Cela a pour avantage de faciliter les visites des membres de familles et vice versa. La proximité géographique permet aussi aux parents d'envoyer assez facilement les provisions aux étudiants déplacés par le canal de quelques agences de voyage assurant encore le transport inter urbain entre ces localités. Contrairement aux villes de Douala et Yaoundé plus bruyantes, celle de Dschang est réputée calme et donc propice aux études. Le coût de la vie y est plus abordable et donc favorable aux moins nantis financièrement.



Du point de vue de la qualité de l'accueil de ces étudiants à Dschang, Douala et Yaoundé, une majorité a déclaré avoir été chaleureusement accueillie par les étudiants francophones. Ces derniers se sont montrés compatissants et altruistes envers eux. Dans les amphis, certains essaient de leur porter assistance en mettant à leur disposition des cours copiés en français, d'autres les aident avec quelques explications au regard de leurs difficultés de compréhension de la langue française.

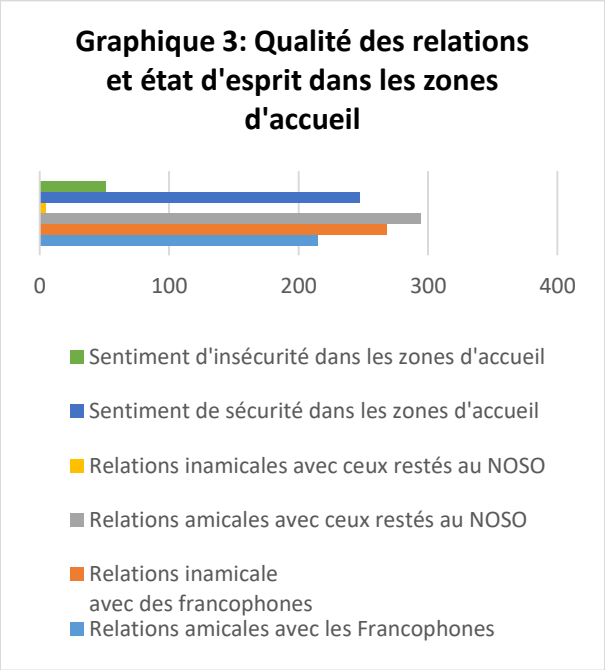
Si la plupart des déplacés ont été plutôt chaleureusement accueillis, certains dénoncent cependant quelques cas marginaux d'attitudes hostiles à leur endroit. Ils dénoncent la propension à la raillerie et au rejet de quelques étudiants du fait de la non maîtrise de la langue française. Certains, en particulier ceux venus du Sud-Ouest n'ont pas apprécié le fait pour leurs camarades francophones de les couvrir de préjugés. « Ils ne nous donnent même l'occasion de leur dire de quelle région nous sommes originaires, ils nous appellent les « Bamenda ». Ils attribuent simplement cette appellation à toute personne qui parle anglais »[16]. Ces attitudes et clichés hostiles ont amené certains déplacés à émettre des réserves quant à la possibilité pour eux de s'établir définitivement ou pour longtemps en zone francophone.

L'autre problème est lié aux difficultés éprouvées lors des inscriptions dans les Universités des régions francophones. Ils y ont trouvé très peu de personnels et de conseillers d'orientation qui s'expriment en anglais. Cet état des choses leur a quelque peu rendu le processus de préinscription difficile dans les différentes facultés. Bien plus, les étudiants déplacés se plaignent de la prépondérance du français pendant les cours. La plupart des enseignants sont francophones, ce qui est un obstacle à la sérénité pendant les cours. Pour résoudre cette difficulté, ils sont obligés de payer les supports de cours traduits en anglais par certains aînés académiques. Cela n'est pas toujours évident en raison des difficultés financières qu'éprouve la majorité d'entre eux, surtout qu'ils arrivent à peine à satisfaire leurs besoins quotidiens. Bien plus, leurs parents appauvris par la crise sont incapables de les aider financièrement.

C. Qualité des relations et état d'esprit dans les villes et universités d'accueil

Les questions relatives à la qualité des relations qu'entretiennent les étudiants déplacés avec leurs camarades francophones révèlent une certaine complexité liée à la conjoncture. Pour la majorité, ils ont pu se socialiser avec des camarades francophones, les raisons étant que certains des étudiants déplacés sont bilingues (français et anglais) et sont donc en mesure de communiquer avec les francophones sans difficulté, de même pour certains étudiants francophones qui sont aussi bilingues.

Quelques étudiants ont affirmé s'être liés d'amitié avec leurs camarades francophones pendant les cours. Le caractère bilingue (français anglais) de certains enseignants et étudiants a aussi contribué à une intégration facile des étudiants déplacés, favorisant par la même occasion le rapprochement entre étudiants des deux bords.



Malgré tout, une frange d'étudiants déplacés pense que « l'amitié est difficile à cause des barrières linguistiques, mais les étudiants anglophones aiment la compagnie de leurs pairs francophones »[17]. D'autres affirment recevoir un soutien financier et/ou moral de la part des francophones, ce qui leur donne le sentiment d'être acceptés dans leur nouvel environnement.

[16] John Lobe, 24 ans environ, étudiant en cycle Master, Histoire, Université de Douala, entretien réalisé le 20 octobre 2022 à Douala.

[17] Blessing Atah Divine, 21 ans environ, Etudiant en cycle Licence, Géographie, Université de Dschang, entretien réalisé le 14 octobre 2022 à Dschang.

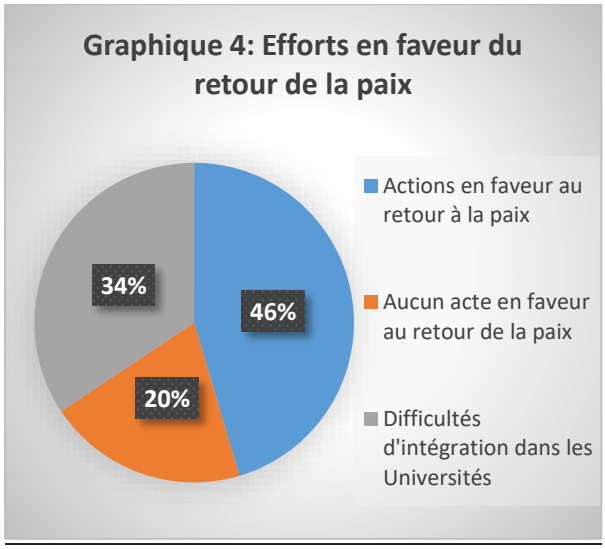
Si un grand nombre d'étudiants anglophones a noué des relations amicales avec les camarades francophones, d'autres par contre restent réticents ou entretiennent avec eux des relations empreintes de méfiance. Ils ont le sentiment que les francophones sont « grossiers et méprisants », qu'ils ne comprennent pas l'anglais, d'où la difficulté à échanger avec eux. Ils préfèrent se lier d'amitié avec des étudiants anglophones comme eux, plutôt qu'avec des francophones. D'autres refusent carrément d'interagir ou de collaborer avec les francophones, fustigeant ainsi l'hypocrisie de ces derniers qui « viennent vers eux uniquement lorsqu'ils ont besoin d'aide et qu'ils deviennent immédiatement hostiles envers eux après »[18].

Grâce aux réseaux sociaux, beaucoup ont pu préserver de bonnes relations avec leurs amis restés dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest. Pour d'autres, les relations se sont distendues du fait de la distance. Certains affirment qu'elles se sont même détériorées parce que leurs amis restés au Nord-Ouest et au Sud-Ouest se sentent trahis. N'ayant pas les mêmes moyens pour se déplacer. Ils restent prisonniers de la crise. D'autres sont jaloux de leurs camarades partis en zone francophone parce qu'ils n'ont pas aussi la possibilité de poursuivre leurs études dans un environnement de paix et de sécurité. Une certaine frange de déplacés, bien que très minoritaire souligne la communication devenue impossible avec les familles restées en zone anglophone tandis que certains sont devenus orphelins de père et de mère à cause de la crise.

Globalement, la majorité des étudiants déplacés vers les régions francophones du pays ont trouvé la paix et la sécurité depuis leur arrivée à Dschang, Douala et Yaoundé, en raison de l'environnement calme, à l'abri des coups de canon, sans couvre-feu (*ghost town*), sans meurtres et sans crainte d'être kidnappés ou attaqués par des groupes armés. Comme l'indique le Graphique 3 ci-dessus, 82,3% d'étudiants interrogés affirment se sentir en sécurité mais pas en paix. En cause, la barrière linguistique et culturelle qui constitue un frein à leur intégration, rêves et ambitions. Certains vivent sous la hantise permanente de recevoir de mauvaises nouvelles venant des autres membres de la famille restés en zone de guerre. Tout ceci n'a cependant pas annihilé leur détermination à contribuer au retour de la paix dans les régions anglophones et au maintien d'un environnement de paix et de sécurité dans les régions d'accueil.

D. Les initiatives de contributions de construction de la paix

Notre enquête révèle qu'une frange assez importante d'étudiants déplacés participe aux initiatives pouvant favoriser le retour à la paix dans les régions anglophones du Cameroun. Ils le font à travers des rencontres entre amis, des réunions communautaires rassemblant les étudiants originaires des localités précises et inscrits dans les différentes universités ciblées par la présente étude. Lors desdites rencontres, des séances d'écoute sont organisées en vue de permettre à ceux qui ont des difficultés quelconques de les exprimer. Priorité est donnée aux préoccupations concourant à réparer psychologiquement les camarades encore traumatisés par les affres de la guerre. Le Graphique 4 ci-après en est l'illustration.



Dans certains cas, des quêtes sont organisées en vue de recueillir non seulement des fonds, mais aussi des propositions d'hébergement de ceux en réelle difficulté de trouver un abri sûr propice à la paix du cœur.

[18] Nchange Rodia, 22 ans environ, Etudiante en cycle Licence, Littérature négro-africaine, Université de Douala, entretien réalisé le 20 octobre 2022 à Douala.

Par moments, les fonds récoltés servent à aider ceux qui sont restés dans les zones de crises et qui auraient besoin d'un soutien financier pour rejoindre leurs frères et amis en zone francophone. Bien plus, les moyens financiers et logistiques réunis lors des réunions communautaires servent à organiser des campagnes de sensibilisation au bénéfice des jeunes restés en zones de crises afin d'éviter que ceux-ci ne soient tentés de rejoindre les groupes armés.

La participation à l'effort de paix se traduit aussi par l'action des étudiants déplacés membres de quelques associations communautaires qui agissent comme des clubs culturels estudiantins. Ces associations procèdent par des campagnes de sensibilisation de masse à l'endroit des étudiants en général et des étudiants anglophones en particulier. Lors desdites campagnes de sensibilisation, un accent particulier est mis sur la persuasion des jeunes restés en zone de conflit afin de les inciter à ne pas abandonner leurs études malgré les conditions difficiles. Rappelons que ces initiatives de sensibilisation trouvent leur nécessité dans le fait qu'à cause de la crise, de nombreux établissements scolaires et universitaires ont été fermés, incendiés ou transformés en casernes par les groupes armés. Bien plus, il s'agit d'encourager les étudiants déplacés à faire des efforts pour se rapprocher de leurs camarades francophones pour ainsi faciliter leur intégration. Ils sont invités par les plus âgés et les plus anciens à adopter des attitudes et comportements de paix, de concorde propices à une collaboration harmonieuse.

Dans un autre sens, les jeunes déplacés organisent des visites de réconfort chez leurs camarades qui continuent d'être meurtris ou traumatisés par les affres de la guerre. Il en est aussi de la sensibilisation des parents ou familles d'accueil et de ceux établis dans les régions francophones avant le début de la crise, afin que ceux-ci puissent adopter des attitudes et posent des actes d'apaisement en vue non seulement de créer une atmosphère de concorde, mais aussi d'aider les déplacés à accepter leur situation tout en la capitalisant pour devenir des acteurs de paix.

Il n'est pas superflu de mentionner parmi les initiatives de contribution à la paix, l'organisation régulière des messes, des cultes et des séances de prière pour le retour de la paix dans les régions anglophones. Ces prières sont aussi organisées en faveur des relations harmonieuses entre les déplacés de la crise et les populations des villes et quartiers d'accueil. S'agissant des prières, elles sont individuelles et/ou collectives et donnent le sentiment de contribution effective au soulagement des souffrances des personnes en difficulté.

De tout ce qui précède, il apparait que les populations et singulièrement les étudiants déplacés de la crise anglophone au Cameroun essayent par divers moyens de contribuer au retour à la paix et à la construction d'une nouvelle société camerounaise empreinte de paix et d'harmonie, malgré les souffrances qu'elles endurent. Notons que cela ne se fait pas sans difficultés.

E. La peur comme facteur limitatif de la contribution à la paix

Les difficultés sont liées non seulement aux conditions d'accueil, mais aussi à la non maitrise de la langue française par les étudiants déplacés. A cela s'ajoutent celles liées à leur tempérament individuel ou à leur état d'esprit. Qu'il s'agisse des étudiants inscrits à l'Université de Dschang, de Douala ou de Yaoundé I, environ 47% seulement affirment avoir déjà participé à des activités qui pourraient aider à rétablir la paix dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest. Si pour certains cela est dû au manque d'opportunité de le faire, d'autres par contre sont réticents et refusent de s'engager dans des activités liées au rétablissement de la paix. Les raisons étant qu'ils ont peur d'être ciblés par les séparatistes armés, ou de mettre en danger la vie des membres de leur famille ou celle de leurs proches qui vivent dans ces régions en Pour certains, on pourrait déceler dans leur attitude, une certaine connivence ou un soutien implicite aux revendications des séparatistes.

Il apparait donc que la principale raison de leur non-participation aux activités de paix est la peur. La plupart d'entre eux disent qu'ils

essaient plutôt de conseiller leurs frères et sœurs de ne pas participer à un acte de violence ou de conflit qui pourrait aggraver la crise et surtout, de faire profil bas.

VIII. LEÇONS APPRISES

La présente étude a permis de relever un certain nombre d'enseignements parmi lesquels :

- ✓ Les origines de la crise anglophones qui sont à la fois liées au passé colonial du Cameroun et aux manquements observés dans la gouvernance politique post indépendance du pays;
- ✓ La crise anglophone est aussi une crise identitaire et culturelle;
- ✓ La conflagration ou la dérive violente de cette crise à partir de 2017 est liée aux manquements observés dans la prise en compte des revendications d'une partie des populations anglophones qui se sont toujours plaintes d'être marginalisés et de souffrir de l'hyper centralisation de la gestion des affaires de l'Etat;
- ✓ A ce jour, la crise a généré des milliers de morts, rayé des centaines de villages de la carte du pays, déscolarisé de centaines de milliers de jeunes, etc.
- ✓ Les étudiants déplacés internes de la crise anglophone se retrouvent aujourd'hui éparpillés dans l'ensemble des sept autres régions du pays et principalement, dans les régions de l'Ouest, du Littoral et du Centre et inscrits dans les Universités d'Etat de ces villes;
- ✓ Les étudiants déplacées de la crise anglophone sont confrontés à des difficultés diverses et variées malgré les efforts déployés par l'ensemble des composantes de la société pour les accueillir et leur porter assistance;
- ✓ Malgré les efforts consentis par le gouvernement pour résoudre cette crise, beaucoup reste à faire pour le retour à la paix;
- ✓ Malgré les difficultés diverses, les étudiants déplacés déploient de multiples efforts pour faciliter leur intégration dans les villes et universités d'accueil;
- ✓ Ils mènent des actions et activités concourant au retour à la paix, aussi bien dans les régions anglophones que dans les régions d'accueil;
- ✓ Ils sont très motivés et prêts à apporter leur contribution à toute initiative en faveur du retour à la paix et à la concorde;
- ✓ Les efforts consentis au quotidien en faveur de la paix et de l'harmonie sociétale font d'eux de véritables acteurs de paix.
- ✓ La crise anglophone apparait comme une opportunité à saisir par l'ensemble du peuple camerounais, pour une refondation des bases du vivre ensemble en vue d'un avenir plus radieux.

IX. QUELQUES RECOMMANDATIONS EN GUISE DE CONCLUSION

La présente étude sur la contribution des étudiants déplacés de la crise anglophone dans les universités d'Etat au Cameroun au-delà des actions et des difficultés qu'elle révèle a aussi donné l'opportunité à ces étudiants qui ont accepté de participer à notre enquête de formuler des attentes inscrites ici en guise de recommandations.

A l'endroit des autorités camerounaises en charge de la gestion et de la résolution de la crise dans les régions anglophones, ils recommandent :

- l'institution d'un dialogue inclusif et permanent qui servirait de cadre de concertation permanente à l'effet de trouver des solutions durables à la crise et à ses conséquences;
- l'accélération du processus de démobilisation, de désarmement et de réinsertion (DDR) des combattants sécessionnistes qui apparait comme moyen efficace d'arrêter la violence;
- le renforcement des mesures sécuritaires dans les régions anglophones afin de mieux sécuriser

les populations harcelées en permanence par les combattants armés;
- faciliter l'accès des ex-combattants aux moyens de production et à l'autonomisation ;
- créer des programmes de prise en charge psychologique des victimes de la crise dans les villes ;
- l'intensification des mesures de sensibilisation pour prêcher la paix et dénoncer les maux liées à cette crise;
- la mise sur pied d'un véritable cadre de réflexion sur la forme de l'Etat du Cameroun car, une grande majorité pense que maintenir la forme actuelle de l'Etat ne peut que contribuer à la marginalisation des populations anglophones, source de la crise actuelle. Une réelle décentralisation à défaut du fédéralisme serait un gage de paix;
- etc.

A l'endroit des autorités Universitaires, les étudiants déplacés de la crise anglophone recommandent :

- le renforcement et l'amélioration des mesures d'accueil des étudiants victimes de la crise, à travers la mise à leur service d'un personnel d'accueil véritablement bilingue et doté d'une capacité d'accueil avérée pour éviter les frustrations lors des opérations de pré-inscription et inscriptions dans les facultés et grandes écoles;
- la mise sur pied des mesures spécifiques d'accueil des étudiants déplacés de la crise, notamment l'attribution des quotas des chambres dans les cités universitaire, a l'effet de palier aux difficultés d'accès aux logements universitaires auxquels ils sont confrontés;
- créer des programmes de prise en charge psychologique des victimes de la crise dans les universités ;
- privilégier le recrutement des enseignants parfaitement bilingues, ce qui aiderait à réduire les difficultés de langue auxquelles les étudiants déplacées sont confrontés;
- accorder une assistance financière et matérielle pour aider les plus démunis;
- etc.

A l'endroit des étudiants, les recommandations concernent aussi bien les étudiants anglophones déplacés de guerre ou non, et les étudiants francophones. A eux, il est recommandé de :

- se montrer plus empathiques, plus accueillants à l'égard de leurs camarades concitoyens victimes des affres de la crise anglophone;
- accompagner les étudiants déplacés de la crise dans leur processus d'intégration dans les villes et universités d'accueil;
- leur apporter assistance dans l'apprentissage et la maitrise de la langue française ou anglaise. Cela pourrait aussi passer par la création, l'animation des clubs de langue anglaise ou française au sein des campus et cités universitaires;
- la lutte contre la stigmatisation des étudiants déplacés de la crise;
- etc.

X. LES DIFFICULTES DE RÉALISATION DE L'ÉTUDE

La principale difficulté à laquelle nous avons fait face tout au long de la réalisation de cette étude est liée à l'accès aux sources. Cela est dû au caractère sensible du sujet de la crise anglophone qui relève aussi du domaine de la sécurité et même de la sureté de l'Etat. De ce fait, il a été difficile de trouver des informateurs courageux pour en parler avec aisance. Certaines informations sont couvertes du sceau du « secret défense » et donc inaccessibles aux chercheurs et citoyens ordinaire. De plus, les traumatismes subis par les victimes de cette crise les ont rendu méfiantes au point où très peu acceptent de partager leurs peines, leurs douleurs et leurs expériences, parfois par peur des représailles. C'est l'une des raisons pour lesquelles, bien qu'ayant réduit notre échantillon de population cible à 300 personnes (notamment 100 par ville et université), nous avons dû déployer des

efforts particuliers pour atteindre nos objectifs, aussi, malgré le caractère assez limité du budget alloué à l'étude.

BIBLIOGRAPHIE

- Abwa Daniel, *Cameroun : histoire d'un nationalisme, 1884-1961*, Yaoundé, Clé, 2010.
- Abwa Daniel, *Ni anglophones, ni francophone au Cameroun : tous des Camerounais : essais d'analyse historique en hommage au regretté Pr M. Z. Njeuma*, Yaoundé, Les Éditions le Kilimandjaro, 2015.
- Actu Cameroun, « La force ne peut pas être une solution à la crise anglophone», https://actucameroun.com/2018/12/07/gilles-thibault-ambassadeur-de-france-la-force-ne-peut-pas-etre-une-solution-a-la-crise-anglophone/ .
- Amnesty international, *Une tournure tragique violence et atteintes aux droits humains dans les régions anglophones du Cameroun*, Londres, 2017.
- Biya Paul, *Discours à la nation camerounaise*, 31 décembre 2016.
- Bouopda Pierre Kamé, *La crise anglophone au Cameroun*, Paris, L'Harmattan, 2018.
- Chimtom Ngala Killian, « Crise anglophone au Cameroun : comment a-t-elle commencé et quand finira-t-elle ? », BBC News, Yaoundé, 2020, https://www.bbc.com/afrique/region-55193022
- DIDR-OFPRA, *La crise anglophone*, Paris, 2018.
- Dijkema Claske, Gatelier Karine et Mouafo Djontu Herrick, *Transformation de conflit : Retrouver une capacité d'action face à la violence*, Editions Charles Léopold Mayer, 2017.
- Fofack Eric Wilson, « La question des frontières du pré carré français face à la rivalité franco-américaine dans la sécurisation de l'Afrique centrale post guerre froide (1990-2004) », in Abwa, D. *et al.* (dir.), *Boundaries and history in Africa: issues in conventional frontiers (festschrift in honor of Verkijika G. Fanso)*, Bamenda, Maryland Printers, 2011, pp. 270-280.
- Holzbauer Charles, « Révolte et répression dans les régions anglophones : déliquescence du pouvoir camerounais », *Le Monde Diplomatique*, décembre 2018, p. 13.
- Human rights watch Cameroun, « Exactions des séparatistes dans les régions anglophones », ARWC, juin 2022, https://www.hrw.org/fr/news/2022/06/27/cameroun-exactions-des-separatistes-dans-les-regions-anglophones.
- International Crisis Group (ICG), « Le Cameroun : la crise anglophone à la croisée des chemins », Report nº 250/Africa, aout 2017.
- International Crisis Group (ICG), *Crise anglophone au Cameroun : comment arriver aux pourparlers*, Rapport Afrique n° 272, Bruxelles, 2 mai 2019, p. 20.
- International Crisis Group, « Crise anglophone au Cameroun : comment arriver aux pourparlers », *Rapport Afrique*, 2019.
- Karsenty Philippe, « Triste rentrée scolaire au Cameroun », *Causeur.fr*, 2 septembre 2019, https://www.causeur.fr/rentree-scolaire-cameroun-ambazoniens-terrorisme-165174
- Keutcheu Joseph, « La crise anglophone : entre lutte de reconnaissance, mouvements protestataires et renégociation du projet hégémonique de l'État au Cameroun », *Politique et sociétés*, Vol 40, nº 2, 2021.
- Konings Piet, « Le problème anglophone au Cameroun dans les années 1990. », *Politique africaine* 62 (juin), 1996.
- Modzom, F.M., *Les Silences de Paul Biya : Analyse d'une communication de pouvoir*, Paris, Connaissances et Savoirs, 2019, 342 pages.
- Mouelle Kombi N., *La politique étrangère du Cameroun*, Paris, L'Harmattan, 1996.
- Ndam Njoya A., *Le Cameroun dans les relations internationales*, Paris, LGDJ, 1976.
- Okereke Nna-Emeka, « Analysing Cameroon's Anglophone Crisis », *Counter Terrorist Trends and Analyses* 10 (3), 2018.
- Snow David A. et al., « Ideology, Frame Resonance, and Participant Mobilization », *International Social Movement Research* 1 (1), 1988.

The Center for Gender, Peace and Security (CGEPS) is an independent research centre whose main mission is to contribute, through research, study, analysis, documentation and information, to improve the mainstreaming of gender and the contribution of women in global peace and security initiatives in Africa and around the world. It is made up of a team of researchers and experts with diverse and varied skills in the field of peace and security.

******

Le *Center for Gender, Peace and Security* (CGEPS) est un Centre de recherche indépendant dont la mission principale est de contribuer, à travers les activités de recherche, d'étude, d'analyse, de documentation et d'information, à l'amélioration de la prise en compte de l'approche Genre et de la contribution des femmes dans les initiatives de paix et de sécurité globale en Afrique et dans le monde. Il est constitué d'une équipe de chercheurs et d'experts aux compétences diverses et variées dans le domaine de la paix et de la sécurité.

CGEPS

Center for Gender, Peace and Security

Yaoundé - Cameroun
Site web: www.cgeps.org
Courriel: info@cgeps.org
Tél: + whatsapp(+237) 698 182 613